

Que s'est-il passé le 20 mai ?

Que s'est-il passé le 20 mai ?

Au cours d'une cérémonie solennelle et symbolique, le drapeau cubains a ondoyé, pour la première fois, sur le mât du Morro de la capitale. Certains y voyaient la possibilité de poursuivre les rêves rédempteurs frustrés par la « gestion philanthropique de salut » des États-Unis.

Auteur: Ernesto Limia Díaz | internet@granma.cu

Le 20 mai 1902 fut un jour « célébré » pour Cuba. Dans un acte solennel et symbolique, il a agité, pour la première fois, son drapeau sur le mât Morro de la capitale. Certains y voyaient la possibilité de poursuivre les rêves rédempteurs frustrés par la « gestion philanthropique de l'épargne » des États-Unis.

Ébranlés par la présence de sa bannière, certains habitants de La Havane lui ont demandé de protéger un peuple « libre, vertueux et fort » ; mais le pays était envahi par un mélange de confusion, d'incertitude et d'affliction, et nombre de personnes ressentaient de l'amertume ou de la colère. Combien les chutes au combat de José Martí et d'Antonio Maceo ont coûté cher à une nation capable de vaincre, à pied et pieds nus, l'opiniâtre empire espagnol.

Rien ne pouvait être fait, du moins pour le moment.

Le Parti révolutionnaire cubain fut dissous en décembre 1898 et l'unité révolutionnaire fut brisée ; la plupart des combattants de l'Armée de Libération furent abandonnés à leur sort dès la capitulation des forces espagnoles ; l'Assemblée du Cerro a été dissoute en raison de contradictions qu'elle ne connaissait pas ou qu'elle ne pouvait pas résoudre ; les femmes cubaines marginalisées en âge de voter, dont beaucoup jouent un rôle de premier plan dans les efforts d'indépendance ; une

population largement analphabète sans possibilité d'intervenir efficacement dans le débat politique après son abandon par l'élite intellectuelle, et une économie en ruine, tels sont les scénarios utilisés et construits par les États-Unis pour récolter ses fruits mûrs, ou mûris.

À partir de ce jour, les tragédies quotidiennes aux conséquences fatales sont devenues monnaie courante. En 1906, le général Quintín Banderas fut assassiné à coups de machette par l'armée républicaine, sans aucune commisération, qui, par misère, s'enrôla dans la Guerrita de Agosto. Canducha est morte pauvre et sans pension, porteuse du drapeau Mambisa avec lequel nos premiers indépendantistes ont pris Bayamo en 1868, et fille de Perucho Figueredo, auteur de l'hymne national. Aveugle et impuissante, Paulina Pedroso, la mère noire de l'Apôtre, qu'elle a tant aidé à Tampa et à Key West, était en train de mourir, malgré le fait que plusieurs émigrés aient envoyé un projet de loi au président Estrada Palma pour voter un crédit de 3.000 pesos, qu'ils feraient don au vétéran La pétition a été abandonnée.



COMMENT L'HISTOIRE A COMMENCÉ

Après le Traité de Paris, en 1783, qui proclame l'indépendance des Treize Colonies d'Amérique du Nord, les vainqueurs établissent une Union pour laquelle l'expansion économique devient une priorité stratégique.

Le 28 avril 1823, John Quincy Adams, secrétaire d'État du président Monroe et son successeur exécutif, écrivait : « Il est impossible de résister à la conviction que l'annexion de Cuba à notre République fédérale sera indispensable à la continuation de l'Union. » et le maintien de son intégrité » ; Mais comme il ne juge pas encore opportun d'agir, il élabore sa théorie du « fruit à portée de main », assurant que, lorsque l'île se séparerait de l'Espagne, elle ne pourrait pas se maintenir et graviterait vers l'Union, « exclusivement ».

Le 2 décembre 1823, dans son discours annuel à l'Union, le Président exposera la stratégie de domination régionale qui restera dans l'histoire sous le nom de : la Doctrine Monroe.

Les relations économiques de Cuba avec les États-Unis avaient commencé au XVIIIe siècle, lorsque les sacrocrates créoles, soutenus par l'Espagne, aidaient les indépendantistes nord-américains à financer la guerre grâce à un commerce progressivement consolidé ; Mais il faudra attendre 1831 pour que plus d'un tiers de nos échanges de marchandises commencent à se développer avec notre voisin du nord.

Dans les années 1870, les États-Unis ont achevé l'annexion économique de l'île, lorsque le retard technologique de la fabrication du sucre cubain et le développement industriel accéléré des États-Unis ont permis aux raffineurs yankees d'obtenir la loi sur le sucre de 1871, ce qui a conduit Cuba à dépendre de ce marché, ce qui a conduit à une dépendance économique de l'île. En 1880, il représentait 94 % du pétrole brut. En 1886, les Nord-Américains absorbaient également 85 % de la production minière cubaine, et le commerce bilatéral représentait un quart de son commerce extérieur total. En 1895, leurs entreprises avaient investi environ 50 millions de dollars sur l'île, et les magnats du sucre ont fait pression sur Washington pour qu'il fasse valoir leurs « droits ».

UNE INTERVENTION ATTENDUE

En 1897, Theodore Roosevelt, alors sous-secrétaire à la Marine et plus tard président (1901-1909), écrivait à un ami : « En toute confidentialité, j'accepterais toute guerre, car je crois que ce pays en a besoin. »

Au début de 1898, la défaite de l'Espagne n'était qu'une question de temps. L'Armée de Libération dominait le théâtre des opérations militaires et les troupes espagnoles étaient épuisées physiquement et moralement. Le chef d'état-major de l'escadre navale hispanique sacrifiée à Santiago de Cuba, écrira des années plus tard : « Bien que les écrivains nord-américains aient tenté de le nier, l'insurrection cubaine avait mis fin à la guerre et l'île n'était plus à nous, comme le disait l'amiral Cervera dans la lettre du 26 février 1898.

Profitant de la situation à des fins expansionnistes, le 29 mars, le président McKinley exige que Madrid cesse les hostilités et, 12 jours plus tard, le Congrès l'autorise à intervenir dans la guerre à travers la Résolution commune, qui établit que Cuba « doit être libre ». ; Le président reçoit l'ordre « d'utiliser les forces militaires et navales », et sa détermination est déclarée « de laisser le gouvernement et la

domination de l'île à son peuple », une fois qu'elle sera pacifiée. Le Gouvernement de la République en Armes a interprété cette loi comme une reconnaissance de la nation cubaine par les États-Unis et a ordonné aux chefs mambis d'apporter leur pleine collaboration à l'armée américaine dans ses opérations contre l'Espagne.

Malheureusement, les dirigeants cubains n'ont pas pu accéder à la lettre dans laquelle le sous-secrétaire à la Guerre yankee donne des instructions au chef du contingent d'occupation :

« Cuba, avec un territoire plus vaste, est plus peuplée que Porto Rico. Cela comprend les Blancs, les Noirs, les Asiatiques et leurs mélanges. (...) l'annexion immédiate de ces éléments à notre propre fédération serait une folie et avant de le faire, nous devons nettoyer le pays même si c'est en appliquant les mêmes méthodes qui ont été appliquées par la Divine Providence dans les villes de Sodome et Gomorrhe. Nous devons tout détruire à portée de nos canons. Nous devons concentrer le blocus pour que la faim et son éternelle compagne, la peste, minent la population civile et déciment l'armée cubaine. (...) nous devons créer des difficultés pour le gouvernement indépendant, et il faudra y faire face, ainsi que le manque de moyens pour répondre à nos exigences et aux obligations que nous avons créées, les dépenses de guerre et l'organisation du nouveau pays (...). En bref : notre politique doit toujours être de soutenir le plus faible contre le plus fort jusqu'à obtenir l'extermination des deux afin d'annexer la Perle des Antilles.

L'Espagne capitule le 12 août 1898, le 10 décembre le traité de Paris est signé et le 1er. En janvier 1899, le drapeau américain est hissé. Avec un profond regret, le général Gómez a exprimé : « Ils sont partis tristement et nous sommes restés tristes, car une puissance étrangère les a remplacés. (...) les Américains ont aigri la joie des Cubains victorieux avec leur tutelle imposée par la force.

Après plus de trois ans d'occupation, les États-Unis « autorisent » Cuba à avoir son propre gouvernement (seulement 19,4 % de la population en âge de voter avait le droit de voter ; mais sous la menace de prolonger indéfiniment l'occupation, ils imposent un amendement qui précise clairement leur titre de propriété sur l'île : l'Amendement Platt, qui prévoyait, entre autres :

Article 1er. Le gouvernement de Cuba ne conclura jamais aucun traité ou pacte avec une ou plusieurs puissances étrangères (...)

Article 2. Le gouvernement cubain consent à ce que les États-Unis puissent exercer leur droit d'intervention pour la préservation de l'indépendance de Cuba (...)

Article 7. Pour permettre aux États-Unis de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger le peuple cubain, ainsi que pour leur propre défense, le gouvernement cubain vendra et/ou louera aux États-Unis les terrains nécessaires pour y installer des chantiers charbonniers ou des bases navales. (...)

Le mépris de l'intervenant Wood envers les patriotes cubains se refléterait dans une lettre dans laquelle il informait le président Roosevelt des protestations contre l'Amendement Platt : « Ce sont les agitateurs de la convention dirigés par un homme noir nommé Juan Gualberto Gómez, de réputation puante, tous deux moral et politique (...) croit qu'il peut forcer la discussion jusqu'à ce qu'on se rétracte.

D'ici peu, les États-Unis contrôlèrent la quasi-totalité de l'économie cubaine. Au contrôle du sucre et des minéraux s'ajoutait le contrôle de 90 % des exportations de tabac torsadé. En 1905, quelque 13 000 colons américains avaient acquis des terres à Cuba, évaluées à 50 millions de dollars, et en 1920, les investissements américains étaient estimés à plus d'un milliard de dollars. Le secteur bancaire allait pénétrer par le biais des prêts ; en 1925, les banques cubaines détenaient à peine 22,4 % des dépôts du pays dans leurs coffres et n'avaient facilité que 10,2 % des prêts ; Le reste était principalement sous le contrôle des succursales nord-américaines.

L'imposition d'un amendement constitutionnel humiliant, les interventions militaires, l'extorsion de fonds et la domination des richesses du pays se sont accompagnées d'un contrôle des médias. Les intellectuels ne manquaient pas qui, aux côtés d'une bourgeoisie capitulée et dénationalisée, contribuèrent à promouvoir la pénétration culturelle et tentèrent de préparer la conscience nationale à l'annexion.

L'histoire tragique se terminerait le 1er. Janvier 1959, avec le triomphe de la Révolution. Ce jour-là, dans le parc Céspedes à Santiago de Cuba, Fidel Castro a exprimé :

«La République n'était pas libre en 1895 et le rêve des mambis a été frustré à la dernière minute (...) Nous pouvons dire avec joie qu'en quatre siècles depuis la fondation de notre nation, pour la première fois nous serons entièrement libres et le travail des mambis s'accomplira (...) la pensée de ces exploits de nos guerres d'indépendance, l'idée que ces hommes s'étaient battus pendant 30 ans pour ne pas voir leurs rêves se réaliser parce que la république était frustrée (...) J'ai vu ces hommes renaître avec leurs sacrifices (...) J'ai pensé dans leurs rêves et leurs illusions (...) et j'ai pensé que cette génération cubaine devait payer et a déjà rendu le plus fervent hommage de reconnaissance et de loyauté au héros de notre indépendance. Les hommes tombés au cours de nos trois guerres d'indépendance joignent aujourd'hui leurs efforts à ceux qui sont tombés dans cette guerre, et à tous nos morts dans les combats pour la liberté, nous pouvons leur dire que le moment est enfin venu pour que leurs rêves se réalisent. (Source Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/355142-que-sest-il-passe-le-20-mai>



Radio Habana Cuba